

M. John Hall Kelly, de Québec, a été nommé haut-commissaire en Irlande. On sait que M. Massey est haut-commissaire dans le Royaume-Uni.

(Le crédit est adopté.)

Service:

43. Pour la réception des visiteurs étrangers, \$5,000.

M. ROSS (Moose-Jaw): Sauf erreur, on a décidé récemment que nul étranger ne pourrait traverser la frontière avec des armes à feu. Depuis plusieurs années, un grand nombre de touristes américains viennent au Canada durant la saison de la chasse, et on leur permettait jusqu'ici de traverser la frontière avec des fusils et, durant la saison de la chasse au gros gibier, avec des carabines. Le Gouvernement a-t-il fait des arrangements pour permettre aux étrangers venant des Etats-Unis—non pas aux sujets de pays ennemis mais aux étrangers munis des papiers voulus—d'apporter leurs armes à feu au Canada durant la saison de chasse?

Le très hon. MACKENZIE KING: Le Gouvernement a toujours grandement prisé l'importance du tourisme pour le Canada, surtout de l'accueil des touristes tels que ceux dont on vient de parler, des gens qui viennent chasser le gibier au Canada. Le cabinet a adopté récemment un décret autorisant la Royale gendarmerie à cheval du Canada à accorder aux personnes venant de la république voisine le droit d'apporter leurs armes à feu en entrant au Canada, pourvu que les autorités se rendent bien compte de toutes les circonstances justifiant l'octroi de ces permis.

M. NICHOLSON: Un certain nombre de chasseurs de gros gibier arrivent par aéroplane depuis quelques années. Que leur faudra-t-il faire dorénavant?

Le très hon. MACKENZIE KING: Je crois que les gens qui arrivent par avion au Canada sont tenus de se présenter au poste de douane le plus rapproché. C'est ce qu'il faudra encore faire.

(Le crédit est adopté.)

44. Dépenses relatives à la négociation des traités, \$10,000.

M. POULIOT: Je désire féliciter le Gouvernement pour les traités qu'il a conclus avec les pays de l'Amérique du Sud. Il est grandement temps que le Canada envisage l'avenir pour ce qui est du commerce et qu'il tire parti de la présente guerre pour mettre la main autant que possible sur le commerce que faisaient l'Allemagne et l'Italie dans l'Amérique Centrale et dans l'Amérique du Sud. Je prie instamment non seulement le

[Le très hon. Mackenzie King.]

premier ministre, que la chose intéresse vivement, j'en suis sûr, mais particulièrement le ministre du Commerce d'y voir sans délai. J'espère que les honorables députés ne manqueront pas d'encourager puissamment le Gouvernement dans cette voie. Nous perdons et avons perdu nos débouchés en Europe, mais voilà que s'offrent d'excellentes occasions de commercer avec les pays du Sud. Il est grand temps que nous nous mettions à l'œuvre.

Je me souviens fort bien de la mission que l'on envoya autrefois en Amérique du Sud, et dont sir George Perley était une des plus hautes personnalités. Une fois de retour, il nous entretenait longuement de son voyage, nous décrivant le magnifique accueil, avec fanfare, qu'on leur avait fait à Buenos-Aires et à Rio-Janeiro, et ce fut tout. A la suite de cette mission, notre commerce avec l'Amérique du Sud diminua de moitié. Je prie donc le Gouvernement de dépêcher en Amérique du Sud ses fonctionnaires les plus qualifiés, afin d'y entraver le commerce avec l'ennemi, soit allemand soit italien, et d'y ménager au Canada les avantages commerciaux que nous avons perdus en Europe.

M. FULFORD: Je ferai remarquer que l'union panaméricaine vient de se réunir, et que la place que le Canada s'y voit offrir depuis si longtemps demeure toujours vacante. Je sais que l'on a prétendu que le Canada ne saurait, en tant que membre du Commonwealth britannique, faire partie de l'union panaméricaine. Cependant, je ne puis voir ce qui empêcherait le Canada, à l'heure actuelle, d'y occuper sa place légitime. Bien loin d'affaiblir nos liens avec l'Empire, je suis d'avis qu'il en résulterait des avantages marqués pour tous les intéressés.

M. POULIOT: Je félicite l'honorable député de Leeds (M. Fulford) des remarques qu'il vient de formuler. Elles confirment peut-être ma thèse à l'effet que le Canada, n'étant pas une nation autonome, ne saurait conclure de pacte défensif avec les Etats-Unis, ce que d'ailleurs je souhaiterais. Sans doute, le président Roosevelt nous a-t-il rendu, il y a quelques années, une visite au cours de laquelle il a prononcé d'admirables discours, nous assurant que si le Canada était attaqué, les Etats-Unis accourraient à notre défense. Nous n'en avons, cependant, que la parole de leur président. J'espère qu'il va être réélu, sentiment que partage la grande majorité du public canadien, mais il n'existe tout de même pas de traité formel contraignant les Etats-Unis à la défense du Canada, traité qui serait aussi favorablement accueilli en ce pays que dans la république voisine. Nous sommes voisins. Or, qu'y a-t-il de plus avantageux pour l'homme que de bien s'entendre avec son voisin?